

Accord national professionnel

CENTRES DE GESTION AGRÉÉS ET HABILITÉS ET ASSOCIATIONS DE GESTION ET DE COMPTABILITÉ

(15 février 2006)

■ *Journal officiel* du 20 octobre 2006

Arrêté du 10 octobre 2006 modifiant l'arrêté du 12 juillet 2006 portant extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur des associations de gestion et de comptabilité

NOR : SOCT0612013A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement et le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 12 juillet 2006 publié au *Journal officiel* du 28 juillet 2006 portant extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur des associations de gestion et de comptabilité,

Arrêtent :

Article 1^{er}

Dans les visas, les termes : « Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement » sont complétés comme suit : « Le ministre de l'agriculture et de la pêche, ».

Dans les visas, les termes : « Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 23 avril 2006, » sont modifiés comme suit : « Vu les avis publiés au *Journal officiel* des 23 avril et 14 septembre 2006, ».

L'article 3 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Le directeur des relations du travail au ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement et le directeur général de la forêt et des affaires rurales au ministère de l'agriculture et de la pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française. »

Article 2

Le directeur général du travail au ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement et le directeur général de la forêt et des affaires

rurales au ministère de l'agriculture et de la pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 octobre 2006.

*Le ministre de l'emploi,
de la cohésion sociale et du logement,*
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBEXELLE

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général
de la forêt et des affaires rurales :
Le directeur du travail,
J.-P. MAZERY